

France/Après l'identification du second homme impliqué dans l'assassinat d'un prêtre

Le gouvernement accusé de laxisme

AFP
Paris/France

Le jeune homme de 19 ans, Abdel Malik Petitjean, était fiché depuis le 29 juin pour radicalisation.

L'ENQUETE sur l'assassinat d'un prêtre dans une église en France a progressé hier avec l'identification formelle du deuxième tueur, récemment fiché pour radicalisation, alors que l'opposition de droite accentue ses accusations de laxisme à l'égard du gouvernement socialiste.

Selon le parquet de Paris, les enquêteurs ont formellement identifié Abdel Malik Petitjean, 19 ans, comme étant la deuxième personne impliquée dans l'égorgeage mardi du père Jacques Hamel, 86 ans, tué pendant qu'il célébrait la messe dans son église de Saint-Etienne-du-Rouvray, dans le nord-ouest du pays. Ce jeune Français n'avait jamais été condamné mais il était fiché depuis le 29 juin pour radicalisation, après avoir tenté de rejoindre la Syrie via la Turquie.

Trois personnes de son entourage familial ont été arrêtées, selon une source proche de l'enquête, de même qu'un autre jeune Français également fiché par les renseignements, qui s'était rendu avec lui en Turquie le 10 juin. L'enquête avait déjà permis d'établir l'identité du premier tueur du père Hamel: Adel Kermiche, un Français de 19 ans.

VIDEO D'ALLEGANCE A



Photo : AFP

Abdel Malik Petitjean, 19 ans, a été formellement identifié comme le deuxième tueur. Il était apparu, voilà un mois, sur les radars antiterroristes français.

L'EI. Issu comme Petitjean d'une famille d'origine algérienne sans histoires, mais souffrant de troubles du comportement, Adel Kermiche avait été incarcéré une dizaine de mois dans l'attente d'être jugé pour avoir tenté de se rendre en Syrie. Il en était sorti de prison en mars et était assigné à résidence avec un bracelet électronique. Le parquet avait fait appel en vain de sa mise en liberté conditionnelle.

L'organisation Etat islamique (EI) avait diffusé mercredi soir la vidéo d'une déclaration d'allégeance des deux assassins. Les images montrent les deux hommes à côté d'une bannière de l'EI. L'un d'eux récite en arabe avec un fort accent le texte traditionnel d'allégeance à l'"émir des croyants" Abou Bakr al-Baghdadi.

L'EI a revendiqué dès mardi la prise d'otages dans l'église de Saint-Etienne-du-Rouvray, au

cours de laquelle le prêtre a été tué et un paroissien grièvement blessé.

Après un bref moment de cohésion, lors d'une messe mercredi soir à la mémoire du prêtre tué en la cathédrale Notre-Dame à Paris, la classe politique s'est à nouveau déchirée hier.

L'attaque de mardi constitue un nouveau choc en France, moins de deux semaines après l'attentat de Nice (84 morts) le 14 juillet. Face à la menace terroriste, l'opposition de droite et le pouvoir socialiste s'affrontent sur leur conception de l'Etat de droit. Le président François Hollande a annoncé vouloir créer une Garde nationale afin d'aider les forces de l'ordre à lutter contre les attaques terroristes. L'exécutif espère voir ce nouveau corps, dont le contour reste à fixer, être opérationnel au début de l'automne.

L'ancien président Nicolas Sarkozy, chef du parti d'oppo-

sition Les Républicains, a de nouveau dénoncé le "refus du débat" du gouvernement sur les centres de rétention préventive réclamés par la droite pour les suspects de radicalisation.

REPLIQUE A DONALD TRUMP. "L'arbitraire n'est pas acceptable", a rétorqué le ministre de la Justice, Jean-Jacques Urvoas, récusant une « volonté de "guantanamoïsation" » du droit français.

"La France sera toujours la France, parce que la France ne cède jamais (...) C'est quand on s'abaisse qu'on ne se ressemble plus", a martelé sur la même ligne François Hollande, en réplique cette fois à des critiques aux Etats-Unis de Donald Trump, candidat républicain à la Maison Blanche.

Les appels du pouvoir à la "cohésion" de la société française sont compliqués par la grande impopularité de François Hollande et l'approche de l'élection présidentielle de 2017, propice à la surenchère.

L'assassinat du prêtre par des jihadistes est une première dans un lieu de culte catholique en Europe.

Cet attentat a traumatisé les Français bien au-delà des catholiques.

L'instance de représentation de l'islam de France a ainsi appelé les responsables et fidèles musulmans à se rendre dimanche à la messe dans les églises du pays pour exprimer "solidarité et compassion".

A Saint-Etienne-du-Rouvray, un grand rassemblement était prévu en fin de journée à la mémoire du père Hamel, dont les obsèques auront lieu le 2 août.

Zimbabwe/Politique

Mugabe lance la répression contre les anciens combattants contestataires

AFP
Harare/Zimbabwe

Deux hauts responsables de leur association viennent ainsi d'être arrêtés.

CONFRONTE à un mouvement de contestation inédit, Robert Mugabe a mis ses menaces de répression à exécution : deux hauts responsables de l'Association des anciens combattants du Zimbabwe, qui avait osé critiquer le président au pouvoir depuis 36 ans, ont été arrêtés. Douglas Mahiya, le porte-parole de l'Association des vétérans de la guerre de libération, a été arrêté mercredi soir à Harare, a annoncé hier un collectif d'avocats, les Avocats du Zimbabwe pour les droits de l'homme.

"Selon les informations que nous avons, la police est en train de l'inculper de subversion et d'insultes à la présidence", a indiqué le collectif d'avocats dans un communi-

qué. Un avocat de la famille Mahiya a confirmé l'arrestation, se refusant à tout commentaire.

Le secrétaire général de l'association, Victor Matemadanda, a lui aussi été interpellé, à Gokwe, dans le nord-ouest du pays et "son sort est inconnu pour le moment", selon le collectif d'avocats.

La police s'est refusée à tout commentaire.

Alors que le Zimbabwe est plongé dans une crise économique catastrophique, les vétérans de la guerre d'indépendance, qui étaient des piliers du régime, avaient publié la semaine dernière une déclaration choc, dénonçant l'attitude "dictatoriale" de M. Mugabe et jugeant que son parti, la Zanu-PF, avait "lamentablement échoué à résoudre les problèmes économiques" du pays.

Il avaient prévenu qu'ils ne soutiendraient pas M. Mugabe lors de la présidentielle de 2018, à laquelle il compte se représenter.

"LA PUNITION SERA SE-

VERE". Déjà en proie à une contestation vigoureuse de la société civile, le président Mugabe avait menacé mercredi les anciens combattants critiques. "Quand nous aurons découvert qui ils sont, le parti prendra des mesures disciplinaires à leur encontre. La punition sera sévère", avait-il prévenu lors d'un discours devant des milliers de ses partisans réunis au quartier général de son parti.

Le président zimbabwéen s'en était aussi pris violemment aux militants de la société civile, notamment au pasteur Evan Mawarire, devenu chef de la fronde citoyenne et à l'initiative d'une grève générale le 6 juillet. "Nous savons comment gérer nos ennemis qui ont tenté de mener à un changement de régime dans le pays", avait-il menacé.

Agé de 92 ans, Robert Mugabe dirige d'une main de fer le Zimbabwe depuis l'indépendance du pays en 1980. Son régime réprime régulièrement toute opposition. Il est cependant fragilisé depuis

plusieurs semaines par une série de manifestations, sans précédent depuis des années, pour protester contre la crise économique.

Environ 90% de la population active zimbabwéenne travaille dans le secteur informel et le gouvernement manque de liquidités pour payer à temps militaires et fonctionnaires.

Les vétérans, qui ont combattu pour la guerre d'indépendance de 1972 à 1979, ont toujours été un des piliers du régime Mugabe et de son parti, la Zanu-PF, et avaient toujours été bien traités.

Ils avaient notamment été les premiers bénéficiaires de la réforme agraire lancée par Robert Mugabe au début des années 2000, menée de manière chaotique et qui a ruiné l'économie de ce pays agricole.

Le lâchage des vétérans donne le signal du "début de la fin" pour le régime Mugabe, estimait lundi Takavafira Zhou, professeur de sciences politiques à l'université d'Etat de Masvingo (Zimbabwe).



Election Miss CASINO CROISSETTE 3ème Edition

Elles sont 12 pour la demi-finale

JEUDI 4 AOUT
à partir de 21h30
animée par Warris & Benny

Après... elles ne seront plus que 6

C'est le public qui décide!

VERY FAMILLE CASTEL PHARMASHOP Galerie de Mbolo ROYAL PLAZA azur



LE FORT DE L'EAU

Le Rendez-vous du Sport

BAR Ambiance RESTAURANT

PIZZA au feu de bois*

Sur place ou à emporter à partir de 19h00*



Ouvert tous les jours de 7h30 à 24h00
TEL. : 07 38 83 21 - 06 75 49 45

Contacts :
TEL : 04 10 03 91
07 17 34 20

POUR VOS PUBLICITÉS
publicom